

Réunion du Conseil exécutif national
Mercredi 31 mai 2017
Bureau national (salle de conférence 1967), 4^e étage
100, rue Queen, Ottawa (Ontario)

PROCÈS-VERBAL

Présences : S. Maguire (*président de séance suppléant*), N. Burron, A. Butler, M. Collins, C. DesRochers, M. Dyck, N. Giannakoulis, G. Phillips, A. Picotte, N. Pothier et E. Tremblay

Par téléconférence : I. Borré (*membre du personnel de direction*), J. Hove (*pendant la seconde moitié de la réunion*), A. Nemec, J. Porter, P. Scholey, J. Squires et C. Vézina (*membre du personnel de direction*)

Invitée : Julie Latremouille, présidente du CCR (*pendant les 90 premières minutes de la réunion*)

Absences excusées : S. Powell

Ouverture de la séance/observations préliminaires

Le président de séance suppléant, Sean Maguire, déclare la séance officiellement ouverte à 17 h 49. L'atteinte du quorum est constatée. Par égard pour l'invitée de ce soir, le compte rendu du CCR précédera l'examen et l'adoption de l'ordre du jour.

1. Rapports des comités

1.1 Comité des candidatures et des résolutions

Une copie du compte rendu du CCR a été incluse dans le jeu de documents réunis pour la réunion. Le compte rendu souligne les buts et les objectifs définis par le CCR pour assurer l'équité et la transparence du processus électoral.

La présidente du CCR, Julie Latremouille, se présente aux membres du CEN et donne des précisions concernant le mandat du CCR, ses réalisations et les améliorations qu'il est prévu d'apporter au déroulement des prochains scrutins. Elle déclare qu'à ce stade-ci, le CCR a confiance dans la fiabilité de la base de données et l'intégrité du système. En outre, le Comité croit que le système d'InSite offre le degré de sécurité nécessaire pour obtenir les renseignements sur les membres.

Les recommandations du CCR concernant le vote sur le budget de novembre 2017 sont présentées aux membres du CEN; en outre, le CCR soumet la résolution suivante (*dont le contenu a été condensé*) à l'étude et à l'approbation du CEN :

Il est résolu que l'ACEP :

1. maintienne son utilisation du système d'InSite;
2. s'abstienne d'exiger une pièce d'identité avec photo et considère que l'inscription d'un membre sur le portail est réputée faire de ce membre un électeur admissible, sauf s'il s'agit d'un cotisant « Rand »;
3. effectue, au besoin, des vérifications aléatoires dans la base de données afin d'en contrôler la qualité et de contribuer à l'intégrité du système.

Proposée par : M. Collins

Appuyée par : J. Squires

Discussion : S'ensuit une longue discussion entre les membres du CEN axée sur le processus de validation à plusieurs étapes et l'intégrité de la base de données. Les commentaires suivants sont faits :

- De nombreux amendements à l'amiable sont proposés, y compris l'ajout d'un échéancier dans le texte de la résolution.
- Il est conseillé de subdiviser la résolution pour permettre un vote distinct sur chacun des trois points.
- On demande s'il est possible que le CCR envisage de retenir les services d'autres fournisseurs qu'InSite à partir de 2018 et qu'il présente des options à cet effet pour qu'elles soient étudiées. À ce sujet, les membres du CEN débattent du contenu du mandat du CCR par rapport à celui de l'Association et de leur propre compétence à proposer des amendements au processus.
- Il est recommandé de profiter du vote de la prochaine AGB pour procéder à un nouvel essai de fonctionnement avant les élections de novembre afin de s'assurer de l'exactitude de la base de données et de la liste des membres et d'en confirmer la validité.
- À l'inverse, une membre pense que le fait de procéder à une validation supplémentaire pourrait priver les membres de leur droit de vote, sans parler de la question des ressources. Elle conseille plutôt d'adopter des mesures de base en matière de sécurité en mettant au point une méthode d'échantillonnage aux fins du processus de validation.
- À titre subsidiaire, il est fortement conseillé de constituer un sous-comité du CEN comprenant notamment des employés de Statistique Canada, ce qui permettrait de réfléchir plus amplement à la question en la considérant dans un contexte plus large et d'examiner les difficultés rencontrées lors de la dernière élection pour en appliquer les leçons retenues.
- Il est recommandé de limiter l'objet de la résolution au vote sur le budget.

(M. Dyck quitte la réunion à 18 h 17 et se joint à nouveau à la discussion par téléconférence à 18 h 30.)

Mesure de suivi : En ce qui concerne le processus de validation, E. Tremblay demandera à D. Blain de confirmer si l'inscription des membres déjà inscrits demeurera valide.

(A. Nemec se joint à la réunion par téléconférence à 18 h 42.)

À l'issue de plus amples discussions, la résolution est amendée comme suit :

Il est résolu, pour les besoins du vote sur le budget de 2017 :

1. que l'ACEP maintienne son utilisation du système d'InSite;
2. que l'étape consistant à exiger la présentation d'une pièce d'identité soit supprimée;
3. que des vérifications aléatoires dans la base de données soient effectuées, au besoin, afin d'en contrôler la qualité et de contribuer à l'intégrité du système.

Proposée par : M. Collins

Appuyée par : J. Squires

Vote enregistré :

Pour : (9) N. Burron, M. Collins, C. DesRochers, G. Phillips, A. Picotte, J. Porter, N. Pothier, P. Scholey, J. Squires, E. Tremblay

Contre (3) : A. Butler, N. Giannakoulis, A. Nemec

Abstentions : (2) M. Dyck, S. Maguire

Résolution adoptée.

(Julie Latremouille quitte la réunion à 18 h 52.)

Résolution 20170531 – 01 : Création d'un sous-comité spécial du CEN chargé de l'examen du récent processus électoral : Il est résolu qu'un sous-comité formé de Greg, d'Emmanuelle et d'un membre de la section locale n° 503 soit chargé de formuler des recommandations concernant la méthode de validation de la base de données des membres en vue de leur présentation soit à la réunion de juin 2017 du CEN, soit dans un rapport transmis par courriel si cette échéance ne peut être respectée.

Proposée par : A. Butler

Appuyée par : A. Picotte

Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité.

Avant que l'ordre du jour ne soit examiné pour adoption, un rappel au règlement est fait. On a appris qu'un membre du personnel avait été présent dans les bureaux pendant toute la durée de la dernière réunion extraordinaire du CEN, lundi en soirée, ce qui soulève de grandes inquiétudes en matière de protection des renseignements personnels et de confidentialité, en raison de possibles fuites d'informations délicates. De plus, cette personne est aussi restée dans les bureaux lors d'une réunion confidentielle subséquente. M. Collins confirme avoir communiqué avec l'avocate de l'ACEP, Karen Jensen, pour lui faire part de ses inquiétudes par rapport à ces deux épisodes. C. Vézina confirme avoir autorisé

ce membre du personnel à travailler dans la soirée de lundi et mardi de cette semaine. Les membres du CEN conviennent qu'à l'avenir, ce genre de décision devra impérativement leur être communiquée pour éviter toute confusion et tout problème pouvant en découler.

**À ce stade-ci, M. Collins décide de proposer une résolution à cet effet, mais demande qu'on lui laisse plus de temps pour trouver la formulation correcte. La question est reportée à plus tard.*

2. Adoption de l'ordre du jour de la réunion du CEN du 31 mai 2017

Les membres passent en revue l'ordre du jour pour établir l'ordre de priorité des points qui y sont inscrits. Ils conviennent d'examiner ces points dans l'ordre suivant : approbation des résolutions concernant la GRC, rapport du vice-président, Comité d'audit, sous-comité des RH, préparatifs de l'assemblée relative au budget, rapport du sous-comité d'enquête du CEN et, si le temps le permet, Comité de mobilisation.

Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité.

3. Points aux fins d'approbation : résolutions concernant la GRC

Contexte : Les membres civils de la GRC qui ne sont pas syndiqués ont été informés qu'ils feront partie de la fonction publique à compter d'avril 2018, ce qui leur donnera la possibilité de se syndiquer. L'ACEP a donc décidé d'aller à la rencontre des employés ESS pour les informer de son intention de prendre les mesures voulues pour les représenter lors des prochaines négociations afin qu'ils puissent obtenir la meilleure protection possible au cours de la phase de transition vers la fonction publique. L'Association a commencé à convoquer des assemblées un peu partout au pays et à recueillir les cartes d'adhésion. Jusqu'à présent, plus de 40 % des employés visés ont signé une carte pour demander leur adhésion dans le cadre du processus d'accréditation.

Dans l'état actuel des choses, le seuil minimal a été atteint, ce qui représente jusqu'à 432 nouveaux membres civils appartenant au groupe Services de police spéciaux — Économique, sociologique et statistique (SP-ESS) payant des cotisations. E. Tremblay déclare que l'ACEP n'empruntera pas nécessairement la voie de l'accréditation et que des solutions de rechange pourraient être envisagées (*conformément à l'article 58*) pour le transfert du groupe à l'ACEP par consentement mutuel des parties, et selon le niveau d'intérêt manifesté par le SCT envers le gel des conditions du groupe jusqu'à la conclusion d'une nouvelle convention collective pour le groupe EC ou TR.

La résolution suivante est soumise à l'approbation du CEN :

Résolution 20170531 – 02 : Autorisation de présenter une demande d'accréditation à la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique : Il est résolu que le CEN autorise l'ACEP à présenter une demande d'accréditation à la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique (CRTEFP) au

nom des employés civils de la GRC appartenant au groupe Services de police spéciaux – Économique, sociologique et statistique (SP-ESS).

Il est en outre résolu que le CEN autorise la présidente à demander la réouverture de la convention collective EC conclue avec l'employeur, conformément à l'article 52, dans le but précis de négocier une clause visant à protéger les conditions de travail des employés civils de la GRC, si l'employeur estime que ceux-ci appartiennent à l'unité de négociation EC.

Proposée par : E. Tremblay

Appuyée par : N. Burron

Discussion : Les membres du CEN examinent les avantages et les inconvénients liés à l'acceptation de nouveaux membres, compte tenu de la charge de travail potentielle et des coûts que devra assumer l'Association, et soulignent l'importance de veiller à ce que l'organisation ne se retrouve pas avec une situation à caractère litigieux. C. Vézina mentionne que l'arrivée de nouveaux membres ne serait pas un fardeau pour l'Association et qu'elle pourrait fait contribuer à réduire la charge de travail. De plus, comme à l'habitude, la structure actuelle des diverses sections locales ne devrait pas être modifiée.

Vote enregistré :

Pour : (15) N. Burron, A. Butler M. Collins, C. DesRochers, M. Dyck, N. Giannakoulis, S. Maguire, A. Nemec, G. Phillips, A. Picotte, J. Porter, N. Pothier, P. Scholey, J. Squires, E. Tremblay

Contre : aucun

Abstention : aucune

Résolution adoptée à l'unanimité.

Résolution 20170531 – 02b : Résolution 20170531 – 02 : Autorisation de présenter une demande d'accréditation à la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique : Il est résolu que le CEN autorise l'ACEP à présenter une demande d'accréditation à la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique (CRTEFP) au nom des employés civils de la GRC appartenant au groupe Services de police spéciaux – Interprète/Traducteur (SP-TRL).

Il est en outre résolu que le CEN autorise la présidente à demander que soit rouverte, d'un commun accord, la convention collective TR conclue avec l'employeur, dans le but précis de négocier une clause visant à protéger les conditions de travail des employés civils de la GRC, si l'employeur estime que ceux-ci appartiennent à l'unité de négociation TR.

Proposée par : E. Tremblay

Appuyée par : N. Burron

Vote enregistré :

Pour : (15) N. Burron, A. Butler, M. Collins, C. DesRochers, M. Dyck, N. Giannakoulis, S. Maguire, A. Nemec, G. Phillips, A. Picotte, J. Porter, N. Pothier, P. Scholey, J. Squires, E. Tremblay

Contre : aucun

Résolution adoptée à l'unanimité.

**À ce stade-ci de la réunion, les membres du CEN reprennent la discussion relative au projet de résolution de M. Collins*

Résolution 20170531 – 03 : Avis de réunion extraordinaire du CEN : Attendu que le CEN est parfois appelé à tenir des réunions de nature extrêmement confidentielle,

Il est résolu que lorsqu'une réunion de cette nature est convoquée, tous les employés de l'ACEP reçoivent un préavis écrit les enjoignant à quitter les lieux de travail pendant la durée de la réunion annoncée et à ne s'y trouver sous aucun prétexte;

Il est aussi résolu que la direction a la responsabilité de veiller à ce qu'aucun employé ne se trouve sur les lieux de travail pendant le déroulement de la réunion;

Proposée par : M. Collins

Appuyée par : A. Butler

Discussion : Les membres du CEN débattent de la résolution : beaucoup craignent que le contenu crée un climat de défiance ou de conflit avec le personnel et puisse par conséquent être interprété comme un manque de confiance de la part du CEN. En revanche, d'autres membres sont d'avis que la résolution vise en réalité à protéger les employés et à les mettre à l'abri, dans l'éventualité d'une fuite ou de la divulgation d'information confidentielle, ce qui les placerait, au même titre que le CEN et l'Association, dans une position délicate.

Pour ce qui est de la remise du préavis, à l'issue d'autres discussions, il est convenu de modifier la résolution afin de confier la responsabilité de donner avis à la « *personne qui a convoqué la réunion* » plutôt qu'à la « *direction* ».

Vote enregistré :

Pour : (6) A. Butler, M. Collins, M. Dyck, N. Giannakoulis, A. Nemec
A. Picotte

Contre (6) : C. DesRochers, S. Maguire, J. Porter, N. Pothier, P. Scholey, J. Squires

Abstentions : (3) N. Burron, G. Phillips, E. Tremblay

La résolution est rejetée.

Consensus : C. Vézina informera le personnel avec tact que la politique exige qu'ils ne soient pas présents sur les lieux de travail durant les réunions extraordinaires ou les réunions ordinaires confidentielles du CEN.

PAUSE-SANTÉ (J. Squires quitte la téléconférence à 19 h 32.)

Résolution visant à passer au huis clos (19 h 48)

Proposée par : A. Picotte

Appuyée par : N. Pothier

1 abstention

Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité.

(J. Hove se joint à la réunion par téléconférence à 19 h 50.)

Remarque : Aucune résolution n'est proposée pour la sortie du huis clos.

La séance est officiellement levée à 23 h 17, HAE.

* * * * *

Le présent procès-verbal rend fidèlement compte de la réunion du Conseil exécutif national qui s'est tenue le 31 mai 2017.

APPROUVÉ PAR :

Président de séance

Date